

## Mozambique

En dépit d'une croissance soutenue, le gouvernement, les donateurs et la société civile s'interrogent sur le modèle de développement du Mozambique, tributaire des mégaprojets.

L'absence d'effets durables de la lutte contre la pauvreté mais aussi une flambée des cours du pétrole et des denrées alimentaires pourraient déclencher de nouveaux troubles.

Le Mozambique s'efforce de réduire sa dépendance vis-à-vis des donateurs occidentaux en tissant, à travers les investissements directs étrangers, des liens prudents avec des partenaires émergents.

L'économie du Mozambique a confirmé sa bonne santé en 2010, progressant selon les estimations de 8.1 %. En 2009, le pays avait su résister à l'effondrement des cours de l'aluminium, compensé par un afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE) dans les projets d'exploitation du charbon. En 2010, il a profité à plein à la fois des IDE et du redressement des prix de l'aluminium. En outre, le charbon extrait sur les sites des mégaprojets de la province de Tete devrait venir conforter les exportations en 2011. On s'attend donc à une progression des exportations, même si la balance des opérations courantes restera structurellement négative du fait de la dépendance du pays à l'égard des importations de produits alimentaires, pétroliers et manufacturés. À moyen terme, la croissance du Mozambique devrait rester soutenue, étayée par les mégaprojets.

Plusieurs facteurs ont attisé l'inflation en 2010, qui a franchi la barre des 10 % : abandon des subventions aux carburants entre mars et août, flambée des cours du pétrole et des denrées alimentaires, dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar (USD) et au rand sud-africain (ZAR), mauvaises récoltes et politique monétaire laxiste. L'inflation devrait repasser sous la barre des 10 % en 2011, grâce aux subventions aux prix des transports urbains et de la farine de blé, à une politique monétaire plus stricte et au renforcement de la stratégie nationale en faveur de la production vivrière. Deux inconnues pourraient cependant venir ternir ces perspectives : la remontée des cours du pétrole et des denrées alimentaires et de mauvaises conditions météorologiques.

Malgré des taux de croissance impressionnants, les émeutes de septembre 2010 et de nouvelles données sur la pauvreté font apparaître le décalage entre les bons résultats macroéconomiques et les difficultés auxquelles la majorité de la population est confrontée. Ces troubles ont obligé les autorités, les donateurs et les organisations internationales à reconsidérer le modèle de croissance du Mozambique. Celui-ci reposait sur des mégaprojets dans les industries extractives financés par les IDE et largement exonérés d'impôts, le développement humain étant quant à lui soutenu par les contributions des donateurs. Le gouvernement a lancé son troisième plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue PARPA III couvrant la période 2010-14. Outre la priorité accordée au développement humain, celui-ci se concentre sur la production et la productivité agricoles ainsi que sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises (PME).

L'ambitieux programme de travaux publics lancé par l'État pour les prochaines années devrait entraîner une aggravation sensible du déficit. Les dépenses d'équipement devraient progresser de plus de 1.5 point de PIB entre 2008 et 2012. L'investissement public, financé par des prêts non concessionnels, privilégiera les projets d'infrastructures impliquant des partenariats public/privé (PPP) le long des couloirs de développement. Ces projets vont absorber toute la marge de manœuvre budgétaire du pays sur la période 2011-13, favorisant dans un premier temps de gros investissements étrangers pour relier les zones d'extraction à la côte. L'emploi dans l'agriculture et les PME devrait profiter des effets de retombée le long des couloirs de développement. Les donateurs continuent à soutenir le développement humain, même si leur contribution budgétaire - qui représentait pratiquement 50 % des recettes en 2010 - va progressivement disparaître.

Le nouveau modèle de croissance du Mozambique repose encore largement sur les industries extractives. Deux zones franches industrielles (ZFI) seront créées à Nacala en 2011. Cinq autres sont programmées à l'horizon 2014, ainsi qu'une zone économique spéciale (ZES). Il est encore difficile de savoir si ce modèle aura des retombées positives sur la population, étant donnée l'incapacité du gouvernement à promouvoir le développement d'acteurs nationaux dans le secteur manufacturier et les services à proximité des sites des mégaprojets existants. Le couloir Moatize-Nacala devrait néanmoins avoir un impact important sur l'économie. Les provinces de Nampula et de Zambezia, très peuplées, ont un réel potentiel agricole, et les échanges avec les pays voisins enclavés comme le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe pourraient être mis à profit.

Le Mozambique profite de la diversification de ses partenaires au développement, en particulier la Chine, le Brésil et l'Inde. En privilégiant les infrastructures et l'agriculture, ces partenaires émergents complètent l'action

des donneurs traditionnels, principalement axée sur les secteurs sociaux. Pendant la crise économique mondiale, la demande croissante de ces pays pour les ressources naturelles du Mozambique a contribué à soutenir l'économie. Les partenaires émergents financent également divers projets de recherche visant à augmenter la productivité agricole. À ce jour, cependant, les gros investissements dans les infrastructures ont été principalement consacrés au renforcement de la productivité des industries extractives, au lieu de bénéficier à l'économie locale. Le pays devra s'engager de manière plus structurée avec ses partenaires, émergents comme traditionnels, pour ancrer les futurs projets dans le plan de développement national.

Malgré une progression continue du PIB au cours de la dernière décennie, la pauvreté reste généralisée au Mozambique. Si le taux de pauvreté a reculé entre 1997 et 2010, passant de 69.4 à 55 % de la population, la situation n'évolue plus et les écarts régionaux restent extrêmement marqués. Ces inégalités croissantes pourraient provoquer de nouvelles tensions sociales, surtout si les prix alimentaires ne fléchissent pas et si le gouvernement reste sourd aux attentes des citoyens ordinaires. Malgré l'amélioration des indicateurs de développement au cours de la période récente, la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints, à moins que le gouvernement et les donateurs ne renforcent leur engagement en ce sens au cours des cinq prochaines années. Les défis restent impressionnants, même dans des domaines aussi essentiels que la qualité des services d'éducation et de santé et la lutte contre le VIH/Sida.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

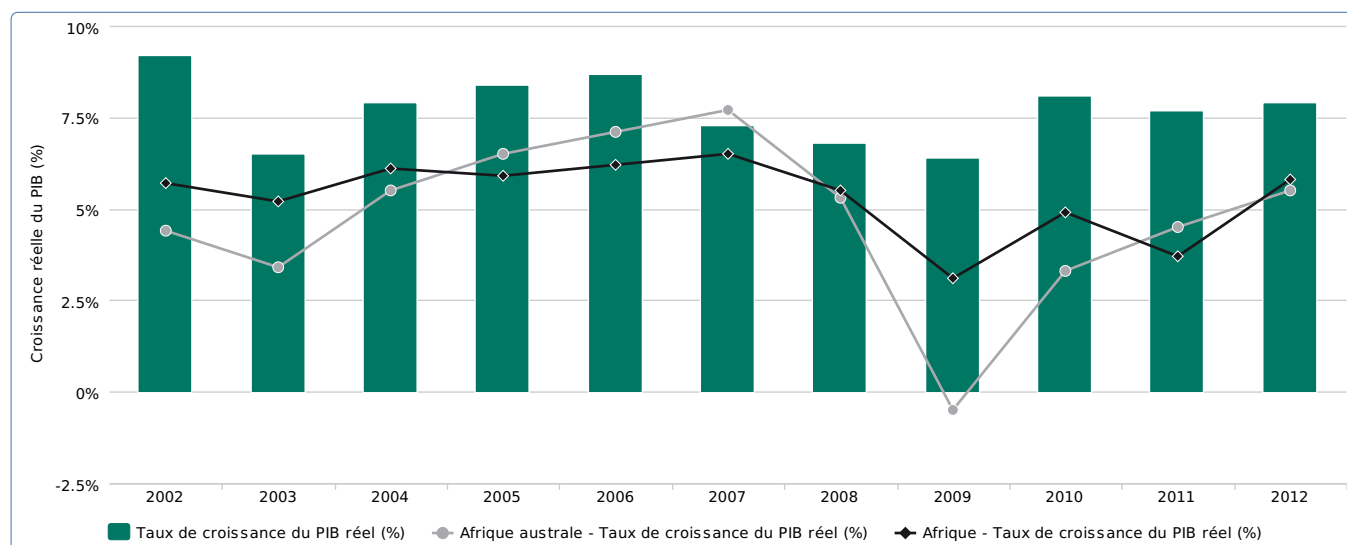
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	6.4	8.1	7.7	7.9
<b>Inflation IPC</b>	3.5	12.7	9.2	7.3
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-5.1	-5.4	-6	-5.4
<b>Balance courante % PIB</b>	-10.9	-11.2	-10.3	-11

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414592>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412236>